

Formation Spécialisée du 26 Janvier 2024

Compte rendu des débats et points abordés

En propos liminaire *Solidaires Finances Publiques* a évoqué les négociations indemnitaires en cours à la DGFIP et l'importance de reconnaître l'implication professionnelle de tous les personnels par une véritable revalorisation. Nous avons rappelé aussi l'importance d'une réelle volonté d'aborder les enjeux des conditions de vie au travail dans une situation dégradée dans les services.

La Direction évoque l'importance d'une participation large à l'enquête de l'observatoire interne pour un diagnostic efficient. Nous avons souligné l'intérêt de donner de réelles réponses mais nous avons aussi soulevé nos inquiétudes sur la transparence de l'étude (reprise données personnelles d'Ipsos).



Orientations ministérielles 2024 :

Il nous est présenté une volonté de vigilance maintenue sur les enjeux d'hygiène et de sécurité au travail ainsi que des moyens liés. Le processus de recensement des DUERP et PAP sera simplifié. Un recensement amiante sera effectué aussi largement, avec diagnostic à chaque projet de travaux.

Nous avons souligné le caractère très tardif de l'élaboration des règlements intérieurs des instances qui montre une dégradation des relations entre l'administration et les organisations syndicales et nous attendons une rectification urgente afin de faire vivre un réel dialogue social utile aux personnels, tant dans les instances nationales que locales. Des refus de formation dans le cadre du CPF (Compte Personnel de Formation) sont évoqués et un point devra être fait avec la RH sur cette problématique.

Création du CGF Bloc 2

Il est annoncé l'arrivée en cible de 23 agent-e-s de la DREAL. A ce stade les interrogations sont nombreuses au vu de la situation (dans un premier temps détachement avant transfert d'emplois) sur le nombre d'arrivées réelles. Plusieurs questions se posent (régime indemnitaire, manque de candidature coté DREAL et recrutement de contractuels) avec une réelle inquiétude sur la réalité des effectifs annoncés.



De plus les enjeux sur l'organisation du travail (part du télétravail et articulation avec les équipes, enjeux ergonomiques, espaces de travail, espaces disponibles et questions acoustiques) sont loin d'être aboutis.

La Direction présente le soutien des ergonomes ministériels sur le dossier qui doit se finaliser rapidement (arrivée en mai 2024).

Dispositifs alerte attentat

Suite au test fait récemment rue des lois, il nous a été présenté un bilan de l'exercice.

Nous avons insisté sur l'absence de culture du risque sur ces questions de sécurité et l'importance de la sensibilisation des collègues. Des exercices doivent être effectués sur l'ensemble des sites et nous souhaitons un rappel méthodologique concret sur les dispositifs locaux (dispositifs d'alerte, serre-file, matériel nécessaire et processus).

Nous sommes revenus sur les dysfonctionnements constatés à Saint-Gaudens (blocage des collègues dans le bâtiment, dispositifs qui ne fonctionnaient pas).

Point sur le Droit d'alerte du SPF de Toulouse

Nous avons fait le point sur l'actualité RH et la campagne de mutation : manque de transparence et dysfonctionnements de la DG.

Suite à cette alerte des collègues et des organisations syndicales, un questionnaire sera mis à disposition des agent-e-s pour diagnostic et recensement. Les réponses seront récoltées de manière anonyme et exploitées dans un groupe de travail paritaire administration/organisations syndicales. Nous maintenons notre soutien total aux collègues du service.



Point sur les travaux immobiliers

Globalement sur les dossiers immobiliers nous insistons sur l'impératif d'associer en amont les personnels, ce qui n'est pas le cas dans plusieurs services.

Muret : le dossier (faire, refaire et refaire ce qui est quand même surprenant) est à pérenniser s'agissant de l'accueil du bâtiment A et pour le bâtiment B prendre en compte les effectifs supplémentaires. Nous avons relayé les questionnements des collègues.

Saint-Gaudens : nous constatons une augmentation des coûts qui induit un report des travaux. Nous soulignons la demande de visibilité pour les collègues du SGC. Nous insistons de nouveau sur les enjeux de sécurité du site.



Cité Administrative : le déménagement des services de la Cité actuelle dans la nouvelle Cité Administrative est prévu au 1er trimestre 2025. L'emménagement de la TTA-CAS est envisagé au 3ème trimestre 2025. Mais, sur ce dossier, les questions sont nombreuses (perspectives d'évolution du service, espaces insuffisants, dialogue inexistant avec les personnels). Le dossier de l'accueil aussi est essentiel et nous exigeons de la transparence. Une délibération des OS a été présentée sur l'importance et les enjeux (nombre de places, disponibilité) de la future cantine.

Rangueil : nous revenons sur nos interpellations concernant les modalités d'accueil et l'enjeu de sécurisation du 1er étage (pas d'accueil et sujet ascenseur) mais aussi les besoins de salle de réunion.

Plan de transition écologique :

Nous insistons pour qu'il soit réellement présenté en CSA mais également sur l'importance d'éviter le « Green Washing », anecdotique. Il faut favoriser des actions ouvrant les personnels à une prise de conscience de l'enjeu écologique face à la menace du réchauffement climatique.



Bilan fiches de signalements et accidents de services :

La Direction, suite à validation de la DG, annonce revenir à une communication des fiches totalement anonymisées à destination des syndicats. Nous insistons sur l'importance d'analyser ces signalements afin de mettre en œuvre des dispositifs répondants aux attentes qu'ils suscitent. Suite à nos demandes, un effort sera fait sur les risques d'accidents liés aux trajets en vélo.

